

1375, boul. St. Laurent Blvd., Ottawa, ON K1G 0Z7
Tel./Tél. : (613) 237-1590 Fax/Téloc. : (613) 237-5508 Toll free/Sans frais : (844) 237-1590
cupemail@cupe.ca/courriel@scfp.ca – cupe.ca/scfp.ca

**RAPPORT DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER NATIONAL
PRÉSENTÉ AU
CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL
Ottawa, Ontario
Les 13 et 14 juin 2018**

Consoeurs, confrères et amis,

Congrès des divisions

Encore une fois cette année, j'ai été très chaleureusement accueilli aux neufs congrès de divisions tenus au printemps d'un bout à l'autre du pays. En écoutant les débats et les enjeux discutés, je me suis rendu compte de la profonde influence qu'exerce le SCFP sur la vie de ses membres et de leurs familles et sur la société. Je termine la saison des congrès régionaux avec une vision renouvelée de l'engagement de nos leaders et militants et du pouvoir de notre syndicat national.

Groupe de travail national du SCFP sur la dotation en personnel

Comme je l'ai mentionné à la réunion du Conseil exécutif national de mars, je me suis engagé, au congrès national de 2017, à créer un groupe de travail sur la dotation en personnel formé de membres du Conseil et du personnel de la haute direction.

Le Groupe de travail est maintenant actif et ses tâches sont les suivantes : étudier les nouvelles réalités que vivent nos sections locales et organismes à charte; étudier les mesures à prendre pour mieux appuyer nos nouvelles structures de négociation; évaluer certains besoins en dotation en personnel de nos sections locales. Le travail du Groupe est bien amorcé et un rapport verbal préliminaire sera présenté à cette réunion du Conseil.

Le Groupe de travail étudie notamment les questions suivantes :

- Avec le grand nombre de sections locales qui deviennent des structures provinciales, quels sont les nouveaux besoins en services?

MARK HANCOCK
National President/Président national

CHARLES FLEURY
National Secretary-Treasurer/Secrétaire-trésorier national

DENIS BOLDUC, FRED HAHN, JUDY HENLEY, DANIEL LÉGÈRE, MARLE ROBERTS
General Vice-Presidents/Vice-présidences générales

- Comment les affectations de services sont-elles déterminées, ou comment peut-on répondre à des demandes concurrentielles comme celles de grandes régions géographiques, de très petites sections locales, de multiples secteurs ou de sections locales dont les conventions collectives arrivent à échéance en même temps?
- Quels sont les soutiens offerts à nos conseillers syndicaux qui doivent répondre à ces nouveaux besoins? La question s'applique tant aux conseillers syndicaux qu'aux spécialistes et à la façon dont le personnel peut travailler en équipe pour soutenir les nouvelles structures de négociation.

À chaque congrès de division, j'ai organisé des rencontres avec des sections locales de différentes tailles pour connaître leurs points de vue sur ces questions. En tout, j'ai rencontré 18 sections locales, conseils de négociation et divisions de services de chaque région qui représentent la plupart des secteurs de notre syndicat. Quelques consultations sont encore à venir pour compléter le processus.

Le Groupe de travail présentera des recommandations au CEN sur comment déterminer l'ajout de nouveaux postes et comment nous pouvons développer un service aux sections locales plus actualisé. Les résultats des travaux du Groupe seront importants et nous en rendrons compte au Conseil exécutif national à temps pour les consultations budgétaires de cet automne.

Rapport sur la compensation carbone – congrès national de 2017

Pour la quatrième fois de son histoire, le SCFP a tenu une activité carboneutre au congrès national de 2017 à Toronto. Pour y arriver, nous avons collaboré avec CarbonZero, qui a quantifié nos émissions de gaz à effet de serre (GES). Armés de ces données, nous avons pu compenser les émissions par des paiements versés directement à des organisations qui collaborent étroitement avec le SCFP sur des enjeux environnementaux.

Voici quelques résultats intéressants recueillis par CarbonZero :

- Le congrès du SCFP de 2017 a émis 2 142,76 tonnes d'équivalent-dioxyde de carbone, comparativement à 4 116,91 tonnes d'équivalent-dioxyde de carbone en 2015; 98,8 % des émissions de 2017 provenaient des déplacements des délégués, invités et membres du personnel pour se rendre au congrès et en revenir.
- Le total des émissions au congrès a diminué presque de moitié en 2017 par rapport à 2015, avec une réduction de 48 % des émissions, ce qui est essentiellement attribuable à la localisation centrale du congrès dans une ville bien desservie par les chemins de fer, les trains de banlieue et les transports en commun.
- 3 555 kilogrammes de matériaux utilisés au congrès de 2017 à Toronto ont été soit recyclés, soit compostés; 2 041 kilogrammes sont allés aux sites d'enfouissement, ce qui veut dire que 63,5 % des matériaux récupérés dans le flux de déchets au Palais des congrès ont été recyclés ou compostés.

Vérifications au SCFP national

La saison des vérifications en est une très occupée pour les secrétaires-trésoriers et les syndics de tout le pays et la même chose vaut pour le SCFP national. Nos vérificateurs externes ont mené un examen exhaustif de nos finances et systèmes financiers. Nos syndics du SCFP national ont aussi terminé leur vérification annuelle.

Tous les organismes à charte ont reçu leur avis annuel leur rappelant que, pour conserver leur cautionnement avec le SCFP national, la compagnie d'assurance exige qu'ils remettent leur rapport des syndics à mon bureau avant le 30 juin de chaque année.

Fédération canadienne des municipalités

Avec la délégation du SCFP, je suis allé au congrès annuel de la FCM, qui se tenait à Halifax du 31 mai au 3 juin, pour y faire la promotion de notre programme municipal. Le congrès est une excellente occasion de créer des liens avec les élus municipaux et les membres des administrations municipales et d'échanger sur des priorités communes.

Cette année, le SCFP a animé un atelier sur le rôle des services publics municipaux dans la protection et l'avancement des droits de la personne. Un groupe de discussion formé de conseillers municipaux a partagé des exemples de leadership local qui ont permis aux citoyens d'accéder à des services publics vitaux, souvent offerts par nos membres.

Notre atelier s'insérait bien dans le thème du congrès du FCM, *De meilleurs outils pour un pays plus fort*. À mesure que le Canada évolue et que de nouveaux défis naissent, le rôle des municipalités dans la préservation et la défense de services publics accessibles pour tous augmente. Grâce à notre stand au salon professionnel, à notre participation aux groupes de discussion et aux ateliers du congrès, ainsi qu'à une réception très courue que nous avons organisée, le SCFP a fait entendre la voix des travailleurs dans la discussion municipale nationale sur l'infrastructure, le commerce et la protection des services publics.

Défis régionaux

Campagnes de restructurations :

Des fonds importants ont été consacrés aux ressources des campagnes de restructurations menées cette année en Ontario, au Manitoba et en Saskatchewan.

Manitoba

Devant les attaques lancées par leur gouvernement provincial, dont les votes de représentation imposés dans le secteur de la santé, 21 sections locales de la santé du SCFP ont pris la situation en main et ont formé une seule organisation. La nouvelle section locale 204 du SCFP représente désormais 7 000 membres qui travaillent dans différents établissements de santé comme les hôpitaux, les établissements de soins de longue durée et d'autres situés surtout dans la région de Winnipeg. En février, j'ai rencontré le personnel et la division du SCFP-Manitoba pour en savoir plus sur l'évolution des plans de la prochaine

campagne provinciale. À la présente réunion du Conseil, nous examinerons plusieurs projets de campagnes à frais partagés pour appuyer le secteur de la santé du Manitoba.

Saskatchewan

Pendant un an, les cinq sections locales de la santé du SCFP en Saskatchewan, qui représentent plus de 13 000 membres du SCFP, ont préparé la formation d'une nouvelle section locale provinciale. J'ai eu l'honneur d'assister au congrès de fondation de la toute nouvelle section locale 5430 l'automne dernier. Cette année, en mars, j'ai rencontré les membres de l'exécutif pour discuter de la prochaine campagne. La section locale mène présentement de très difficiles négociations, tout en attendant le début des votes de représentation imposés par le gouvernement dans le secteur. Il est probable que les syndicats devront s'opposer les uns aux autres dans les votes, alors qu'ils devraient travailler ensemble à améliorer les soins de santé pour tous.

Ontario

Des votes de restructuration ont aussi lieu dans les hôpitaux de l'Ontario où 5 000 membres du SCFP seront touchés. Nous avons remporté notre plus récente victoire au Centre des sciences de la santé de Kingston en gagnant le vote d'allégeance qui a suivi la fusion de l'hôpital général de Kingston et de l'Hôtel-Dieu. Nous avons accueilli 400 nouveaux membres dans nos rangs, en plus des 300 que nous avons déjà intégrés après un autre vote tenu plus tôt à l'hôpital Scarborough Rouge.

L'équipe d'organisation du SCFP participe activement aux votes d'allégeance dans le secteur après les fusions et restructurations d'hôpitaux qui ont eu lieu partout dans la province, dont St. Joseph's Healthcare à Toronto, l'hôpital St. Michael's, Providence Healthcare, l'hôpital Markham Stouffville, l'hôpital Uxbridge Cottage et bien d'autres.

Comité de coordination des conseils scolaires de l'Ontario et Conseil des syndicats scolaires de l'Ontario

En mars, j'ai assisté à une réunion des dirigeants des 55 000 membres des conseils scolaires à Toronto. La rencontre était la dernière conférence du CCCSO et le premier congrès du CSSO. La nouvelle structure du conseil de négociation assurera force et solidarité aux prochaines négociations centralisées, ainsi qu'une coordination sectorielle plus robuste.

J'ai été très heureux de rendre compte des importantes ressources financières que continue d'offrir le SCFP national pour soutenir le secteur des conseils scolaires, notamment pour contester la loi 115 devant la Cour suprême du Canada. J'ai promis aux délégués que le SCFP national maintiendrait cet appui dans les enjeux importants comme la violence au travail, l'augmentation de la charge de travail, le manque de personnel et les fermetures d'écoles.

Comité de coordination des travailleuses et travailleurs des services sociaux de l'Ontario

J'ai trouvé très intéressant d'en apprendre plus sur les défis dans le secteur et les moyens mis en œuvre pour les relever. Par exemple, des leaders du SCFP élaborent des stratégies et des plans pour contester la dernière version de l'érosion et de la réduction des services publics qui

prend la forme d'un projet pilote sur les revenus de base. J'ai écouté les arguments contre ce type de projets, notamment que cette forme de distribution des revenus ne règle pas le problème systémique de la pauvreté et qu'elle aboutira sans doute à une réduction des services et à des pertes d'emplois pour les travailleuses et travailleurs de l'aide sociale.

Le secteur s'efforce de multiplier les occasions de coordonner les négociations entre divers sous-secteurs, en plus de lutter pour accroître le financement, seul moyen de mettre fin aux salaires de pauvreté dans ce secteur.

Conférence annuelle du CSHO

Quelques heures après la conclusion heureuse de négociations extrêmement difficiles et avec un accord de principe en main pour les 100 conventions collectives des hôpitaux de tout l'Ontario, la direction du CSHO a ouvert son congrès annuel.

Ce fut un réel privilège de prendre la parole devant les délégués et les dirigeants du CSHO, qui célébraient l'obtention d'une solide clause de convention collective sur la violence en milieu de travail. Les efforts déployés par le CSHO dans ce dossier en ont inspiré bien d'autres partout au pays et ont renforcé notre travail sur cette question critique pour nos membres.

Congrès du CPSM

J'ai participé à la conférence biennale du secteur municipal du Québec. Plus de 300 délégués se sont réunis pendant une semaine pour débattre de résolutions et entendre des conférenciers. Trois maires ont été invités et ont pris part à un groupe de discussion très intéressant sur des sujets controversés comme les PPP. J'ai été très heureux d'y voir notre toute nouvelle section locale municipale 5400 de Gatineau.

Ouverture du nouveau bureau régional de la Colombie-Britannique

C'est avec beaucoup de fierté que j'ai participé à la grande ouverture du BRCB le 7 juin. Avec le confrère Hancock, nous avons eu le plaisir d'accueillir plus de 300 invités, la plupart des présidentes et présidents de sections locales qui participaient à une rencontre ce jour-là. Nous avons levé notre verre à cette toute nouvelle propriété du SCFP, dotée d'une technologie de pointe. Je tiens à remercier notre équipe de la Direction des finances et de l'administration qui a travaillé d'arrache-pied pour que ce projet soit livré à temps et dans le respect du budget.

Réunion du Comité de coordination des soins de longue durée de la Nouvelle-Écosse

Profitant de ma présence au congrès de division de la Nouvelle-Écosse, j'ai assisté avec plaisir à la réunion du secteur des soins de longue durée de la province. Luttant contre les mesures d'austérité et les attaques contre notre droit à la libre négociation collective et notre droit de grève, les sections locales du SCFP du secteur des soins de longue durée demeurent solides et unies dans la coordination des négociations provinciales.

ÉTATS FINANCIERS POUR LE TRIMESTRE TERMINÉ LE 31 MARS 2018

Caisse générale

L'actif total de la Caisse générale au 31 mars 2018 était de 277,7 millions de dollars, comparativement à 279,4 millions de dollars au 31 décembre 2017 et à 236,8 millions de dollars au 31 mars 2017. Les postes significatifs sont détaillés ci-dessous.

Le solde bancaire au 31 mars 2018 était de 25,4 millions de dollars comparativement à 27,0 millions de dollars au 31 décembre 2017 et à 24,8 millions de dollars au 31 mars 2017. Le solde bancaire inclut des réserves de liquidités internes destinées aux prestations de retraite, à la capitalisation du régime de retraite, à la gestion des propriétés, au congrès de 2019, au Fonds pour les édifices régionaux et au passif du Conseil des syndicats scolaires de l'Ontario (CSSO).

Le passif total de la Caisse générale s'élevait à 223,5 millions de dollars au 31 mars 2018, en légère baisse par rapport à 225,0 millions de dollars au 31 décembre 2017.

La Fiducie de soins de santé au bénéfice d'employés pour le CSSO a été créée. Des 7 millions de dollars de démarrage que gère le SCFP, environ 1 million a été consacré aux coûts de démarrage et 1 million a été transféré à la Fiducie, ce qui laisse un solde de 5 millions de dollars à transférer à la Fiducie. Le transfert final des fonds devrait être terminé très bientôt. Comme nous l'avons mentionné précédemment, ce montant apparaîtra à titre de passif dans notre État de la situation financière jusqu'à ce que tous les rapprochements aient été terminés et que nous soyons en position de transférer les fonds à la Fiducie.

Le véritable passif au 31 décembre 2017 était de 192,5 millions de dollars, par rapport à 186,0 millions de dollars à la fin de 2016. Le bilan au 31 décembre 2017 (ajusté en fonction du changement de politique de comptabilité) montrait un passif de 140,0 millions de dollars, ce qui laissait un écart non inscrit de 52,4 millions de dollars. Jusqu'à maintenant en 2018, nous avons inscrit un passif additionnel de 1,0 million de dollars, ce qui porte le passif total inscrit au 31 mars 2018 à 141,0 millions de dollars.

Le solde de la Caisse au 31 mars 2018 se situait à 54,2 millions de dollars, dont un total de 1,3 million de dollars sont réservés comme suit : 950 000 \$ pour la Caisse de participation aux congrès et aux activités nationales et 375 000 \$ pour le Fonds pour les édifices régionaux. Du solde de la Caisse, nous avons investi 62,4 millions de dollars en immobilisations, ce qui nous laisse un solde sans restriction négatif de 9,5 millions de dollars. En somme, tout l'actif de la Caisse générale est affecté, soit parce qu'il a été alloué à des fins précises, soit parce qu'il a été utilisé pour des immobilisations.

La perte nette d'exploitation préliminaire (avant la provision du Fonds pour les édifices régionaux) pour le trimestre est de 165 000 \$, comparativement à un déficit prévu de 1,8 million de dollars.

Les revenus de capitation sont supérieurs au budget de 390 000 \$ et les revenus des placements généraux sont supérieurs de 95 000 \$. Les revenus des placements matérialisés sur notre compte de placements pour nos avantages sociaux futurs sont supérieurs au budget

de 492 000 \$. Les pertes non matérialisées sur ce même compte pour le premier trimestre de 2018 étaient légèrement inférieures à 2 millions de dollars. Ce montant n'est bien sûr jamais budgété à l'avant puisqu'il est impossible de prédire les mouvements des marchés.

Les salaires et avantages sociaux sont inférieurs au budget de 1,3 million de dollars au total, étant donné une perte non matérialisée des placements mis de côté pour les avantages sociaux futurs. Si nous ne tenons pas compte de ce montant de 1,9 million de dollars pour le trimestre, le total des salaires et des avantages sociaux est supérieur au budget de 665 000 \$. Les salaires sont inférieurs au budget de 435 000 \$, les avantages sociaux actuels sont supérieurs au budget de 253 000 \$ et les avantages sociaux futurs, excluant la perte non matérialisée, sont supérieurs au budget de 847 000 \$. Les salaires des directeurs et des conseillers sont inférieurs au budget de 1,4 % (172 000 \$) et ceux du personnel administratif et technique sont inférieurs au budget de 4,1 % (105 000 \$). Les salaires du personnel de bureau sont supérieurs au budget de 1,2 % (55 000 \$). Comme d'habitude pendant la première partie de l'année, le coût des remplacements pour les congés annuels a été inférieur au budget de 48,6 % (212 000 \$).

Au total, les autres dépenses d'exploitation sont inférieures au budget d'environ 1,4 million de dollars. Voici quelques éléments significatifs :

1. Les dépenses consacrées à l'orientation stratégique, au Fonds de riposte et au projet « Ensemble pour un monde plus juste » sont inférieures au budget de 749 000 \$ collectivement.
2. Les dépenses électorales sont inférieures au budget de 191 000 \$, étant donné le moment où les élections devraient avoir lieu au cours du premier trimestre de l'année.
3. Le coût du renforcement des divisions provinciales est inférieur au budget de 170 000 \$ étant donné le nombre de demandes de remboursement reçues pour l'année jusqu'à maintenant.
4. Les coûts de location de matériel et d'entretien sont supérieurs au budget de 109 000 \$, étant donné le moment où certaines mises à niveau de matériel ont lieu pendant le premier trimestre.
5. Comme à chaque année, les frais de déplacement sont supérieurs au budget de 113 000 \$ étant donné le nombre de réunions qui ont eu lieu partout au pays pendant le premier trimestre.
6. Les honoraires professionnels sont supérieurs au budget de 162 000 \$.

Caisse nationale de défense

Au 31 mars 2018, l'actif total s'élevait à 13,8 millions de dollars, comparativement à 13,9 millions de dollars au 31 décembre 2017 et à 14,1 millions de dollars au 31 mars 2017. Le solde au 31 mars 2018 était de 1,2 million de dollars, relativement inchangé par rapport

au 31 décembre 2017. En outre, nous avons des placements totalisant 10,7 millions de dollars au 31 mars 2018, aussi inchangé par rapport à l'exercice précédent.

Au titre du passif, nous avons des comptes créditeurs et des charges à payer de 1 million de dollars, comparativement à 2,1 millions de dollars au 31 décembre 2017. Nous avons aussi un passif de 6,1 millions de dollars pour les campagnes à frais partagés, en hausse par rapport à 5,6 millions de dollars à la fin de l'exercice précédent. Enfin, nous devions de petits montants à la Caisse générale et à la Caisse de grève à la fin du trimestre.

Les montants destinés aux campagnes à frais partagés approuvées par le Conseil exécutif national au premier trimestre s'élevaient à 1 494 681 \$ pour un budget annuel de 3,5 millions de dollars. Toutefois, 207 000 \$ de fonds inutilisés par les campagnes des années précédentes ont été liquidés pendant le trimestre. Les dépenses consacrées aux grandes campagnes de recrutement s'élevaient à 426 187 \$ pour un budget annuel de 3,6 millions de dollars. Les dépenses consacrées aux initiatives nationales en matière de stratégie s'élevaient à 583 656 \$ pour un budget annuel de 2,9 millions de dollars et celles des initiatives régionales en matière de stratégie totalisaient 122 179 \$ pour un budget annuel de 2,1 millions de dollars.

Caisse nationale de grève

L'actif total de la Caisse nationale de grève au 31 mars 2018 s'élevait à 97,8 millions de dollars, comparativement à 99,3 millions de dollars au 31 décembre 2017 et à 94,9 millions de dollars au 31 mars 2017. Cet actif était formé de 2,6 millions de dollars en liquidités, de 1,9 million de dollars en capitation à recevoir et de 93,3 millions de dollars en placements.

Au titre du passif, nous avons des comptes créditeurs, des charges à payer et une dette à la Caisse générale totalisant 485 000 \$, en hausse par rapport à 446 000 \$ au 31 décembre 2017 et à 439 000 \$ au 31 mars 2017.

Au 31 mars 2018, le solde de la Caisse s'établissait à 97,3 millions de dollars, comparativement à 98,8 millions de dollars au 31 décembre 2017 et à 94,4 millions de dollars au 31 mars 2017.

Les revenus de la Caisse de grève, incluant les revenus de placements, étaient de 3,1 millions de dollars au 31 mars 2018 et les dépenses s'élevaient à 3,7 millions de dollars, ce qui donne lieu à un déficit avant les pertes non matérialisées de 545 000 \$, et avant les pertes de revenus de placements non matérialisées de 970 000 \$.

GRÈVES, LOCK-OUTS ET RÈGLEMENTS

Section locale 5317 – Viterra Inc., 51 membres lockoutés depuis le 30 janvier 2018.

Section locale 2424 – Université Carleton, 900 membres en grève du 5 mars au 4 avril 2018.

Section locale 3903 – Université York, 3 000 membres en grève depuis le 5 mars 2018.

Section locale 234 – Ville de Cornwall (cols bleus), 126 membres en grève du 17 mai au 11 juin 2018.

Section locale 3251.01 – Ville de Cornwall (bibliothèque publique), 24 membres en grève du 17 mai au 11 juin 2018.

Section locale 5734 – Ville de Cornwall (ambulanciers paramédicaux SMU), 106 membres en grève du 17 mai au 11 juin 2018.

Section locale 3251 – Ville de Cornwall (cols blancs), 185 membres en grève du 23 mai au 11 juin 2018.

RETARDS DANS LES PAIEMENTS DE CAPITATION

Pour le trimestre terminé en mars 2018, le total des paiements en retard s'élevait à 6 057 870 \$, une baisse de 1 834 370 \$, ou 23,24 %, par rapport au trimestre précédent terminé en décembre 2017. En tout, les paiements en retard ont diminué de 20,36 % par rapport à mars 2017.

RAPPORT SUR LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

Au cours des prochains mois, le Service de la TI se concentrera surtout sur les éléments suivants : mise en œuvre et stabilisation du nouveau système automatisé de relevés de dépenses appelé Moniroo, lancement des nouvelles versions du système de gestion de la relation membre (SGRM), consolidation de la gestion de l'information par l'infonuagiqueSCFP et autres améliorations de l'infrastructure en TI pour le personnel.

Systeme d'inscription au congrès

Le développement se poursuit en vue de la mise en place de la prochaine version prévue pour la fin de l'année. La Version 4 comprendra le nouveau module de gestion d'événements (GE), qui remplacera l'actuel système d'inscription au congrès et, à terme, ceux des conférences.

InfonuagiqueSCFP

Le projet infonuagiqueSCFP avance très bien. La convention d'appellation est utilisée de plus en plus dans l'ensemble de l'organisation et le nettoyage des dossiers avance bien, avec la suppression de plus d'un demi-million de fichiers désuets ou inutiles. Les groupes Office 365 gagnent en popularité et leurs usages varient considérablement. Ils servent à collaborer avec les membres du SCFP (comme les comités nationaux et autres organisations), à entreposer des documents pour les bureaux locaux qui n'ont pas accès à des réseaux partagés ou à mener des projets spéciaux qui nécessitent une collaboration pour certains documents et le partage d'un échéancier ou d'une boîte courrier.

En juin, des formations sur l'infonuagiqueSCFP, OneDrive pour entreprises et les groupes Office 365 sont offertes à diverses sessions proposées au personnel régional de tout le pays.

Infrastructure et opérations de la TI

Après l'installation de Skype pour entreprises avec capacités téléphoniques aux bureaux régionaux du SCFP, la TI du SCFP a terminé l'installation de Skype pour entreprises dans tous les autres bureaux (sauf en Saskatchewan). Le retrait des anciens systèmes téléphoniques est

terminé pour le BRCB et les bureaux de Fraser Valley et de Barrie et devrait l'être pour tous les bureaux régionaux d'ici la fin de l'été. On continue d'installer la nouvelle technologie des salles de réunion, incluant le nouveau Microsoft Surface Hub et les téléphones Polycom Treo. Ces nouveaux outils remplaceront les systèmes de vidéoconférence désuets et pourraient permettre au SCFP de réduire ses coûts de déplacements et d'appels conférence.

PROPRIÉTÉS ET BAUX

Comme nous l'avons déjà mentionné, le personnel a emménagé dans les nouveaux locaux du bureau régional de la Colombie-Britannique en février. La transition dans ce nouvel environnement de collaboration à Burnaby se déroule bien et nous sommes heureux de pouvoir affirmer que le personnel s'adapte bien à la nouvelle technologie et au concept d'aménagement de bureau. Cette conception ultramoderne, insérée dans une propriété de qualité supérieure, crée un nouveau standard pour les bureaux du SCFP, avec un environnement de travail moderne, souple et respectueux qui favorise l'échange d'idées et la collaboration.

Nous en sommes à des étapes différentes pour plusieurs améliorations locatives et projets de rénovation entrepris dans nos bureaux de Barrie, Bathurst, Winnipeg, Trail et Yarmouth.

Nous travaillons à la réparation des systèmes de bâtiments et à différentes modifications dans plusieurs propriétés. Dans notre projet budgétaire de 2018, nous avons prévu des dépenses en immobilisations pour plusieurs de nos édifices. Cette année sera la première de notre programme de dépenses en immobilisations de 15 ans destiné à maintenir la valeur de notre portefeuille immobilier, à prolonger sa vie utile et à continuer à répondre à nos besoins opérationnels.

Nous négocions présentement les détails d'un nouveau bail dans les locaux agrandis de Yarmouth, ainsi qu'un renouvellement du bail de nos locaux actuels de Corner Brook. Nous étudions des possibilités et des stratégies pour plusieurs baux, dont Nanaimo, Medicine Hat, Victoria et Prince Albert.

CONFÉRENCES ET ÉVÉNEMENTS

La Rencontre de tous les comités, tenue au début de mars, a connu un vif succès. L'événement a rassemblé les membres siégeant à un comité national (tant ceux qui avaient déjà de l'expérience que ceux qui y participaient pour la toute première fois), les personnes-ressources et les membres du Conseil exécutif national. Les délégués ont participé à une plénière en plus de tenir leurs réunions de comités individuels.

Nous préparons la troisième conférence du Conseil des secteurs du SCFP, qui aura lieu au Centre Shaw à Ottawa, du 5 au 8 novembre 2018. Les hôtels des délégués sont le Lord Elgin, le Delta Ottawa City Centre, le Fairmont Château Laurier, Les Suites Hotel Ottawa et le Residence Inn by Marriott. L'hôtel Westin sera celui du quartier général et logera nos membres et invités qui auront besoin d'une chambre. Les inscriptions commenceront sur le site SCFP.ca en juin 2018. Nous nous attendons à une participation élevée.

À la mi-mai, le SCFP s'est aussi rendu au TCU Place à Saskatoon, en Saskatchewan, en prévision de la Conférence sur les négociations qui aura lieu du 18 au 21 mars 2019. Les inscriptions commenceront sur le site SCFP.ca à l'automne 2018. Le SCFP est très heureux de tenir un grand événement national dans les prairies!

En plus de la conférence du Conseil des secteurs de novembre, le SCFP prépare d'autres rencontres, dont les réunions des services, les réunions des comités, les sessions de formation et d'orientation et, bien sûr, les réunions du Comité exécutif national et du Conseil exécutif national. Le SCFP continue à offrir des possibilités de discussion et de formation tant à son personnel qu'à ses membres.

FORMATION ET PERFECTIONNEMENT

MRM-ED

L'ensemble du programme d'éducation du SCFP est maintenant sur MRM-ED, pour les membres qui s'inscrivent à un atelier sur scfp.ca, pour les participants, pour tous les documents des ateliers, et pour la création et la distribution des certificats. Ce système permet de planifier et d'offrir plus facilement des ateliers dans tout le pays et de recueillir des renseignements détaillés sur l'historique de formation des participants, sur la participation des membres-formateurs, sur le nombre des ateliers et des participants à l'échelle nationale et par région, etc.

En collaboration avec le service informatique, nous continuons d'identifier et d'appliquer des améliorations au système.

Formation pour l'exécutif des sections locales

Les commentaires sur les ateliers pour l'exécutif des sections locales ont été extrêmement positifs. Les nouveaux membres et les membres plus expérimentés des exécutifs des sections locales sont maintenant en mesure d'accéder à des formations rapides et pratiques dans tous les domaines, en allant des compétences de leadership individuelles aux compétences et aux formations dont ils ont besoin pour être efficaces dans leur rôle précis au sein de l'exécutif.

De nouveaux outils de procédure des assemblées qui ont été élaborés en collaboration avec la Direction des communications, le bureau du président national et des parlementaires du SCFP de différentes régions sont maintenant distribués.

Utilisons notre force lors des élections

Cet atelier donne aux participants la possibilité d'en apprendre davantage sur les questions électorales et sur les façons de s'engager lors d'une élection. Plus récemment offert en Ontario à l'approche de l'élection provinciale, c'est un atelier générique qui peut être utilisé pendant la période préélectorale d'élections municipales, provinciales ou fédérales.

L'éducation à la solidarité internationale

Le service travaille en collaboration avec les services nationaux de l'agent de solidarité internationale sur ces enjeux.

Ensemble, ils ont mis à jour le cours de 6 heures sur la solidarité internationale. Auparavant offert aux membres du comité, il est maintenant conçu pour être offert à tous les membres. Le cours porte sur le capitalisme mondial, l'austérité et le néo-libéralisme, ainsi que le concept d'action solidaire pour renforcer le mouvement syndical. Il est enseigné de façon innovatrice en Saskatchewan, dans une formation d'une semaine. Le cours intitulé *The Big Picture* comprend cet atelier ainsi que l'histoire du syndicat et la création de la justice raciale.

Nous sommes impatients d'offrir ce nouvel atelier dans toutes les régions !

Le service élabore également une nouvelle formation pour les participants à la prochaine tournée en Palestine, avant leur départ. Cette formation a été expérimentée en 2016 avec la délégation du SCFP aux Philippines. Elle porte sur des sujets comme le contexte et l'histoire de la région, le contexte canadien, comment construire des relations solides, et la sensibilisation et les gestes de solidarité contre l'oppression.

Formation des membres-formateurs

Nous sommes en train de recruter et de sélectionner des formateurs au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta pour une session de formation qui aura lieu en septembre. De nouveaux membres-formateurs seront également formés en Ontario au début de 2019. Nous demeurons engagés à augmenter la diversité de nos membres-formateurs. Nous avons élaboré de nouveaux outils de sélection et des stratégies de soutien à cet engagement.

L'économie populaire

Conformément au mandat du document sur les orientations stratégiques, le service a travaillé avec l'économiste du SCFP et la Direction des droits de la personne pour élaborer un nouveau module sur l'économie populaire pour la série de cours pour les délégués syndicaux. Ce module établit des liens entre les politiques économiques dommageables, l'inégalité croissante et les problèmes au travail que les délégués syndicaux doivent régler.

Nouvelle formation à l'égalité

Cet été, nous lancerons une nouvelle série de cours révisés pour les délégués syndicaux. Le service a expérimenté avec succès trois modules révisés sur l'égalité : "Solidarité avec les travailleurs autochtones" et "Invalidité et capacitisme" au travail ont été mis à l'essai à Regina en mars, et Combattre le racisme au travail a été mis à l'essai en Ontario en avril.

ADMINISTRATION DU RÉGIME DE RETRAITE

Comme vous le savez peut-être, le gouvernement ontarien a émis de nouvelles règles sur la capitalisation des régimes de retraite à prestations déterminées en vertu de sa *Loi sur les régimes de retraite*.

Le confrère Brian Edgecombe et moi-même, coprésidents du Régime de retraite des employés(e) du SCFP (RRES), avons eu des discussions avec les constituants, le SCFP, le SCP et la section locale 491 du SEPB, ainsi qu'avec les fournisseurs de services professionnels du régime sur les nouvelles règles de capitalisation de l'Ontario et nous avons étudié leurs effets sur le RRES.

Voici quelques-uns des principaux changements qui auront des effets sur le régime :

- élimination des paiements spéciaux de solvabilité si le ratio de solvabilité du régime est supérieur à 85 % (celui du RRES est au-dessus de 85 %);
- financement d'une nouvelle provision pour écarts défavorables (PED) en fonction du ratio de capitalisation à long terme du régime (celui du RRES est supérieur au niveau de PED exigé);
- financement d'une nouvelle PED pour le coût des services courants (des cotisations additionnelles sont exigées en vertu du RRES); une PED sert de nouvelle réserve ou de nouveau coussin de capitalisation, tant pour les passifs de coûts normaux que pour les passifs à long terme.

La prochaine évaluation actuarielle doit être déposée le 1^{er} janvier 2020. Mais les fiduciaires du RRES ont récemment décidé de déposer une évaluation le 1^{er} janvier 2018 auprès des autorités gouvernementales en vertu des nouvelles règles de capitalisation applicables.

Les fiduciaires tiennent présentement des élections pour les postes vacants de fiduciaire des retraités et de fiduciaire des retraités suppléant. Le mandat du confrère Barry Thorsteinson prendra fin le 31 décembre 2018 et le confrère Raymond Arsenault, qui était fiduciaire des retraités suppléants, est décédé le 10 mai 2018. Le confrère Arsenault, qui a siégé au Conseil de fiducie à trois reprises, manquera beaucoup à ses collègues fiduciaires.

Le Conseil de fiducie tiendra sa prochaine réunion du CFM les 20 et 21 juin pour discuter des dossiers et des activités du régime de retraite.

Les vérificateurs du Régime de retraite des employé(e)s du SCFP ont terminé la vérification de la Caisse de retraite pour 2017 et les états financiers de 2017 seront présentés aux autorités réglementaires en juin.

Le Rapport aux participants de 2017 est en cours et sera sur le site Web du RRES en juillet-août. Le personnel du régime de retraite prépare actuellement les relevés annuels du régime de retraite de 2017 pour les participants. Ils devront inclure des divulgations additionnelles en vertu des nouvelles règles de capitalisation de l'Ontario. Les participants actifs auront aussi accès à leurs relevés annuels de 2017 sur le site du régime www.rres.ca à des fins d'estimation de leur retraite.

Retraites

La consœur Grace E. Scantlebury, bureau régional de l'Ontario – 1^{er} avril 2018
Le confrère Albéric Mbayahaga, Service de l'administration, bureau national – 1^{er} mai 2018
La consœur Lynn McDougall, bureau régional de l'Atlantique – 1^{er} juin 2018
Le confrère Herbert J. Mason, bureau de Fraser Valley – 1^{er} juin 2018
La consœur Jeanette Coffen, bureau de St. John's – 1^{er} août 2018
Le confrère Steve Wells, Service de l'administration, bureau national – 1^{er} août 2018
La consœur Louise Ferland, bureau régional du Québec – 1^{er} septembre 2018
La consœur Donna-Marie Carlaw, bureau de Kingston – 1^{er} septembre 2018
La consœur Joanne A. Ouzas, bureau de Kitchener – 1^{er} septembre 2018
Le confrère Brian P. Farewell, bureau de St. John's – 1^{er} mai 2019

CONCLUSION

Partout au pays, nos dévoués agents financiers terminent leurs vérifications et rapports et assurent la reddition de comptes et la transparence des finances du SCFP. Je les félicite pour leur engagement à bâtir la force du SCFP.

En ce début de saison estivale, bien des militants et membres du SCFP participeront à des activités communautaires pour accroître notre visibilité et défendre différents enjeux dans nos collectivités.

Je vous souhaite un bel été et j'espère que vous vous réserverez des moments de repos avec votre famille et vos amis.

Respectueusement soumis par,

Le secrétaire-trésorier national,


CHARLES FLEURY

:mar/sec